

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire*

*Unité Territoriale d'Angers
Division Territoriale des Risques Technologiques*

Nos réf. : A213CR131
Vos réf. : Votre transmission en date du 29 mars 2012
Affaire suivie par Carole RABUSSEAU
carole.rabusseau@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.41.33.52.72. – Fax : 02.41.33.52.99.

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 21 MAI 2013

**Le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

à

Monsieur le Préfet de Maine et Loire
Direction de l'Interministérialité et du
Développement Durable
Bureau des ICPE et de la protection
du patrimoine

Objet : FROMAGERIE de VIHIERs à Vihiers – modification des conditions de rejet

Je vous prie de trouver ci-joint, en vue de leur présentation au comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologique, un rapport de l'inspection des installations classées et un projet d'arrêté concernant l'affaire citée en objet.

Ce rapport et ce projet d'arrêté annulent et remplacent les documents transmis en date du 29 avril 2013. Une modification, destinée à préciser les conditions dans lesquelles est réalisée l'irrigation, a en effet été apportée, en réponse à une question formulée lors du Pré-CODERST.

Pour le directeur et par délégation,
L'adjoint au Chef de l'Unité Territoriale d'Angers,



Daniel ROCHÉ

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le

21 MAI 2013

Unité Territoriale d'Angers
Division Territoriale des Risques Technologiques

Nos réf. : A213CR106
Vos réf. : Votre transmission en date du 29 mars 2012
Affaire suivie par Carole RABUSSEAU
carole.rabusseau@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02.41.33.52.72. – Fax : 02.41.33.52.99.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

[Charte de l'inspection des installations classées – Extrait]

*« L'inspection des installations classées exerce une mission de police environnementale
auprès des établissements industriels et agricoles.
Cette mission de service public, définie par la loi, vise à prévenir et à réduire les dangers
et les nuisances liés à ces installations afin de protéger
les personnes, l'environnement et la santé publique ».*

Objet : FROMAGERIE de VIHIERs à Vihiers

Mots-clés : industrie laitière – modification des conditions de rejet

Par courrier du 14 mars 2012, la FROMAGERIE de VIHIERs a sollicité la modification des valeurs limites de rejet de ses effluents aqueux pour la période d'étiage durant laquelle les effluents traités sont valorisés en irrigation agricole.

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

- **Raison sociale** FROMAGERIE de VIHIER
- **Adresse** 2 route de Niort – 49310 VIHIER
- **Siège social** 2 route de Niort – 49310 VIHIER
- **SIRET** 350 546 719 00013
- **Activité** laiterie
- **Situation administrative** Arrêté d'autorisation du 4 mars 2005 - APC du 5 octobre 2005 et du 11 septembre 2012.

2. Historique du site

Cette industrie laitière est implantée sur le site de Vihiers depuis 1981. En 1989, le groupe BONGRAIN a racheté cette unité de production. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 4 mars 2005 suite à une demande d'extension.

3. Le site d'implantation et ses caractéristiques

L'établissement est situé en limite Sud de l'agglomération de Vihiers en bordure de la route de Niort.

L'établissement est implanté sur des terrains d'une superficie de 42 855 m² pour une superficie bâtie d'environ 7 000 m².

Cet établissement est spécialisé dans la production de fromages de type pâte fraîche (St Môret, P'tit Louis,...).

L'effectif est de 92 personnes.

Les installations fonctionnent sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mars 2005 et des arrêtés complémentaires du 5 octobre 2005 (autosurveillance des rejets aqueux) et du 11 septembre 2012 (RSDE). L'arrêté préfectoral autorise une capacité de réception, stockage et transformation de lait de 127 000 l équivalent lait par jour. Les installations visées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005 sont :

Rubriques	Activités	régime	capacité
2230.1	Réception, stockage, traitement et transformation du lait ou des produits issus du lait, la capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant supérieure à 70 000 l/j	A	127 000 l/j
1136.B.b	Emploi ou stockage d'ammoniac, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1,5 t mais inférieure à 200 t.	A	5,2t
2920.1.a	Installations de réfrigération ou compression, fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	A	522,8 kW
1412.2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar ou sous pression quelle que soit la température, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t.	D	Propane: 30 t

Rubriques	Activités	régime	capacité
2661.1.b	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage,...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j	D	2,6 t/j
2910.A.2	Installations de combustion consommant seul ou en mélange du gaze naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, la puissance thermique étant supérieure à 2 MW mais inférieure ou égale à 20 MW	D	2925 kW + 218 kW au propane et 2690 kW au fioul domestique (chaudière de secours)
2920.2.b	Installations de réfrigération ou compression, fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	D	Réfrigération au fréon : 136 kW compression d'air : 140 kW

4. Traitement des eaux résiduaires

Les eaux résiduaires des installations proviennent essentiellement du lavage des circuits de fabrication, des sols et matériels. Les eaux des sanitaires sont regroupées avec les eaux résiduaires industrielles au niveau du poste de relevage de l'établissement et dirigées vers la station d'épuration située à 800 m de l'établissement.

Le débit maximum journalier de rejet de ces eaux résiduaires est de 500 m³ avec un débit moyen sur 7 jours consécutifs de 350 m³/j.

La station d'épuration comprend :

- un lagunage composé d'un bassin d'aération de 6 750 m³, et deux bassins de décantation de 1 450 et 1 350 m³,
- un traitement de finition par ultrafiltration.

Les effluents de la station d'épuration sont rejetés dans le ruisseau de la Retruette, affluent de la rivière Le Lys.

Les valeurs limites de rejet fixées à l'article 11.2.4 de l'arrêté du 4 mars 2005 sont les suivantes :

Paramètres		
Débit journalier maximum (m ³ /j)	500	
Débit journalier moyen sur une période de 7 jours consécutifs (m ³ /j)	350	
	Concentrations en mg/l	Flux journaliers maximum en kg/j
pH	6,5<pH<9	
MES	20	10
DCO	50	25
DBO ₅	15	7,5
Azote global (NGL exprimé en N)	15	7,5
Phosphore total exprimé en P	6	3

Ces concentrations admissibles ont été fixées à ce niveau en raison de la sensibilité du milieu récepteur après concertation avec le service chargé de la police de l'eau et en prenant en compte les possibilités techniques du moment.

Compte tenu de la sensibilité du milieu récepteur et de son débit d'étiage très faible, voire nul, l'exploitant a mis en place une valorisation des effluents de sa station d'épuration par irrigation de cultures de maïs et de prairies auprès d'un agriculteur riverain, éleveur de bovins. Les effluents destinés à l'irrigation sont prélevés en sortie de lagunage avant filtration finale. L'irrigation se fait dans le respect du plan d'épandage de l'établissement.

Les résultats de l'autosurveillance et des contrôles inopinés réalisés sur les effluents en sortie de station mettent en évidence :

- le respect du débit journalier maximum et du débit moyen sur 7 jours consécutifs,
- le respect des valeurs limites de rejet hors période d'étiage.

Par contre, pour les effluents envoyés en irrigation, qui font l'objet d'analyses réalisées sur des échantillons prélevés directement dans la lagune de stockage de l'effluent, des dépassements réguliers des paramètres MES, DCO et DBO₅ sont observés. Ces dépassements trouvent leur origine dans la prolifération de lentilles en surface de la lagune de stockage des effluents épurés, utilisé comme réserve d'irrigation par l'agriculteur.

5. Demande de l'exploitant

L'exploitant souhaite poursuivre la valorisation de ses effluents traités en irrigation en période de déficit hydrique des cultures. Il souhaite également réduire sa consommation énergétique. Pour réduire la consommation énergétique de sa station d'épuration, il souhaite ne pas utiliser l'étage de finition par ultrafiltration en période d'irrigation et pouvoir valoriser les effluents en sortie de lagunage. Pour cela, il précise que le traitement par lagunage garantit les valeurs limites suivantes :

paramètres	Concentrations en mg/l	Flux journaliers maximum en kg/j
pH	6,5<pH<9	
MES	100	20
DCO	160	32
DBO ₅	30	7,5
Azote global (NGL exprimé en N)	25	7,5

Ces valeurs sont confirmées par les résultats de l'autosurveillance.

Il sollicite un relèvement des valeurs limites de rejet pour la période d'irrigation conformément au tableau ci-dessus.

L'exploitant ne fait pas mention du paramètre phosphore dans sa demande.

Dans un courrier complémentaire adressé à l'inspection des installations classées en date du 21 février 2013, l'exploitant précise que le débit journalier d'irrigation peut dépasser 500 m³/j, le débit journalier moyen sur une période de 7 jours consécutifs restant inchangé (350 m³/j). Il demande donc que le débit journalier maximum d'irrigation ne soit pas limité.

Il précise dans ce même courrier les modalités :

- de prélèvements des échantillons pour analyse des eaux utilisées en irrigation : échantillons prélevés manuellement directement dans la lagune de stockage de l'effluent,
- de contrôle des débits d'irrigation : débit contrôlé deux fois par semaine par relevé du compteur volumétrique d'irrigation.

II – Propositions de l'inspection des installations classées

Le suivi de la qualité des effluents de la station d'épuration confirme le bon fonctionnement de la station d'épuration avec notamment une concentration en phosphore qui est maintenant inférieure à 2 mg/l et le respect des valeurs limites de rejet lorsque le rejet se fait au ruisseau de La Retruette. Par contre, les effluents utilisés en irrigation dépassent les valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005 pour les MES, la DCO et la DBO₅ tout en respectant les valeurs reprises ci-dessus et proposées par l'exploitant.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions des installations classées soumises à autorisation fixe les valeurs limites suivantes :

paramètres	Concentrations en mg/l	
MES	150	Pour une station par lagunage
DCO	300	Si le flux n'excède pas 100 kg/j
DBO ₅	100	Si le flux n'excède pas 30 kg/j
Azote global (NGL exprimé en N)	30	Si le flux est supérieur ou égal à 50 kg/j
Phosphore	10	Si le flux est supérieur ou égal à 15 kg/j

Les valeurs limites demandées par l'exploitant pour les effluents valorisés en irrigation sont inférieures à celles figurant à l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Elles correspondent aux capacités épuratoires par lagunage. Elles sont acceptables pour des effluents valorisés par irrigation.

Pour l'azote et le phosphore, outre l'arrêté ministériel du 2 février 1998, nous devons prendre en compte les orientations du SDAGE Loire Bretagne qui demandent une réduction de la pollution organique avec notamment des valeurs limites de rejet pour le phosphore de 2 mg/l si le flux journalier est compris entre 0,5 kg/j et 8 kg/j et 1 mg/l si le flux de phosphore sortant est supérieur à 8 kg/j .

Avec un débit maximum journalier autorisé de 500 m³/j et une concentration en phosphore de 2 mg/l, le flux de phosphore sortant serait de 1 kg/j. Nous proposons donc de ramener la concentration maximum en phosphore des effluents rejetés au milieu naturel ou envoyés en irrigation à 2 mg/l. Il est à souligner que cette concentration maximum en phosphore est déjà respectée suite aux actions entreprises par l'exploitant.

Pour l'azote global, le SDAGE ne fixe pas de concentration maximum mais affiche un objectif de réduction de la pollution par les nitrates essentiellement d'origine agricole. Dans le cas présent, le relèvement de la concentration est demandé à flux constant pour prendre en compte la réduction de la consommation en eau enregistrée au cours des dernières années. Cette demande d'augmentation de la concentration n'induisant pas une augmentation du flux rejeté au milieu nous paraît acceptable.

Concernant les débits d'irrigation, le débit journalier moyen sur une période de 7 jours consécutifs restant inchangé (350 m³/j), la demande de non limitation du débit journalier d'irrigation n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

En outre, depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005, la nomenclature des installations classées a connu plusieurs modifications. En particulier :

- la rubrique 2920 modifiée par le décret n° 1700 du 30 décembre 2010 ne concerne plus les installations de compression d'air ni les installations de réfrigération : les installations de la Fromagerie de Vihiers ne sont donc plus classables sous cette rubrique ;
- la rubrique 2910 a été modifiée par les décrets n° 419 du 28 avril 2010, 875 du 26 juillet 2010 et 984 du 23 août 2011. Les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW sont soumises à déclaration avec contrôle par un organisme agréé (régime DC). De même, la rubrique 1412.2.b passe sous le régime DC.

Enfin, par courrier du 31 mai 2005, l'exploitant avait déclaré avoir remplacé l'installation de réfrigération contenant 4,6 tonnes d'ammoniac par une installation fonctionnant au fréon, conformément aux dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté d'autorisation du 4 mars 2005. La quantité totale d'ammoniac susceptible d'être présente dans l'installation est désormais inférieure à 500 kg. Ainsi, les installations de la Fromagerie de Vihiers ne sont plus soumises à autorisation sous la rubrique 1136 mais à déclaration avec contrôle.

III – Conclusions

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose de retenir les valeurs limites de rejet suivantes :

1- pour un rejet au ruisseau de la Retruette

Paramètres		
Débit journalier maximum (m³/j)	500	
Débit journalier moyen sur une période de 7 jours consécutifs (m³/j)	350	
	Concentrations en mg/l	Flux journaliers maximum en kg/j
pH	6,5<pH<9	
MES	20	10
DCO	50	25
DBO ₅	15	7,5
Azote global (NGL exprimé en N)	15	7,5
Phosphore total exprimé en P	2	1

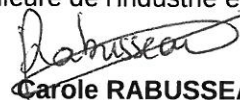
2 – pour une valorisation en irrigation en période de déficit hydrique

Paramètres		
Débit journalier moyen sur une période de 7 jours consécutifs (m³/j)	350	
	Concentrations en mg/l	Flux journaliers maximum en kg/j
pH	6,5<pH<9	
MES	100	20
DCO	160	32
DBO ₅	30	7,5
Azote global (NGL exprimé en N)	25	7,5
Phosphore total exprimé en P	2	1

Conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement, nous proposons de prendre en compte ces nouvelles valeurs ainsi que la mise à jour du classement des installations par un arrêté complémentaire modifiant les articles 1^{er}, 11.2.4, 11.3 et 11.4 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2005.

L'inspection des installations classées propose au préfet de Maine et Loire de soumettre ce dossier à l'avis des membres du CODERST de Maine et Loire.

L'ingénieure de l'industrie et des mines


Carole RABUSSEAU

L'adjoint au chef de l'unité territoriale d'Angers


Daniel ROCHÉ

Le présent rapport a été établi dans le souci du respect des quatre grandes valeurs fédératrices précisées par la Charte de l'inspection des installations classées : compétence, impartialité, équité et transparence. Il est le résultat d'un travail collectif au sein de l'inspection des installations classées et a notamment fait l'objet d'une vérification puis d'une validation adaptées aux enjeux.

Conformément à la politique Qualité de la DREAL Pays de la Loire et au programme de modernisation de l'inspection des installations classées, l'inspection des installations classées est à l'écoute de ses bénéficiaires en vue d'améliorer de manière continue la qualité du service rendu. Les éventuelles remarques et réclamations sur le présent rapport sont à adresser à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Service des risques naturels et technologiques – 5 rue Françoise Giroud CS 16326 - 44263 NANTES Cedex 2.

